

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative - Bât C - 2ème étage
Boulevard George SAND
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 15/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAVAUX SA

La Ballastière
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : -

Code AIOT : 0010006935

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement LAVAUX SA implanté Les Veaux 36320 Villedieu-sur-Indre. L'inspection a été annoncée le 05/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAVAUX SA
- Les Veaux 36320 Villedieu-sur-Indre
- Code AIOT : 0010006935
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est située au lieu-dit « Les Veaux » sur le territoire de la commune de VILLEDIEU-SUR-INDRE. Il s'agit d'une carrière à ciel ouvert d'alluvions anciennes dont la superficie autorisée est de 17 ha 47 a 60 ca.

L'activité consiste en l'extraction à la pelle de sables et graviers autorisée par l'arrêté préfectoral en date du 14 octobre 2004 et prorogé par l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 26 avril 2023.

La production maximale autorisée est de 80 000 tonnes par an.

La carrière se trouve à proximité immédiate de la carrière de calcaire également exploitée par la société LAVAUX SA, au lieu-dit « Le Bois du Prieuré ».

L'extraction est réalisée à l'aide d'une pelle sur chenilles et d'une dragline sur une profondeur de 13 m maximum par rapport à la cote du terrain naturel : 9,5 m hors-d'eau et 3,5 m en eau. La pelle réalise un pré-stock ou charge directement les tombereaux. Ces derniers alimentent l'installation de traitement située sur la carrière de calcaire.

Aucun bâtiment n'est en place sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des activités	Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article I.2.B	Sans objet
2	Contrôles par des organismes extérieurs	Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III.4.F	Sans objet
3	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III.5.A.b	Sans objet
4	Accès et voies de circulation	Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III.5.B.b	Sans objet
5	Gardiennage	Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III.6.A.a	Sans objet
6	Information	Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III.6.A.b	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article I.2.B
Thème(s) : Risques chroniques, quantités autorisées
Prescription contrôlée : La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière sera de 80 000 tonnes/an
Constats : L'inspection constate la quantité maximale de matériaux extraits est : <ul style="list-style-type: none">• en 2022, de 13 000 tonnes• en 2023, de 30 000 tonnes• en 2024, d'environ 9 tonnes (année non terminée au moment de la visite d'inspection) L'exploitant respecte donc la prescription de son arrêté d'autorisation en date du 14 octobre

2004 avec une quantité maximale de matériaux extraits autorisée de 80 000 tonnes/an.
Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôles par des organismes extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III.4.F
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles par des organismes extérieurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entreprise doit disposer sur le site de la carrière, d'une bascule et d'une comptabilité précise des quantités extraites et vendues. Des organismes agréés procéderont à des contrôles réguliers portant notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les appareils de pesage ; -les installations électriques ; -les poussières ; <p>Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser, le 25 septembre 2024, par la société LEAD'UP GFP Contrôle, le contrôle des appareils de pesage qui n'a pas appelé de remarque particulière. La société Lavaux dispose d'un appareil de pesage commun avec la carrière Lavaux "les Bois du Prieuré" qui se trouve voisine du site de "Les Veaux". La société Lavaux confirme qu'il n'y a pas d'installation électrique sur le site, cela n'est pas nécessaire à l'extraction des matériaux.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III.5.A.b
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>{...} Le niveau d'eau dans chaque piézomètre sera relevé mensuellement. Les valeurs seront consignées dans un registre prévu à cet effet et dont copie sera transmise à l'Inspection des Installations Classées tous les 6 mois accompagnés des résultats des contrôles prévus ci-après. Des analyses des eaux prélevées dans chaque piézomètre seront réalisées semestriellement par une personne ou un organisme agréé. Les contrôles porteront sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> •pH •température

<ul style="list-style-type: none"> •matières en suspension •DCO •conductivité •Oxygène dissous •Hydrocarbures totaux •Azote global •Phosphore total <p>Il sera admis que les contrôles du pH et de la température soient réalisés par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé le suivi des analyses des eaux prélevées dans chaque piézomètre concernant le site "des Veaux". La dernière mise à jour du rapport est datée du 08 novembre 2024 et le rapport comprend la surveillance de tous les paramètres prescrits dans l'article III.5.A.b de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 octobre 2004.</p> <p>Le rapport confirme que suivant ces données collectées, l'eau des piézomètres de Villedieu "les Veaux" est de bonne qualité selon les seuils Seq'eau (Seuils de qualité des cours d'eau), seul les taux de nitrates sont assez importants par rapport au seuil de 50mg/l indiqué dans le guide pour l'évaluation des eaux souterraines du ministère de la transition écologique et solidaire (2019). Ce taux a très légèrement augmenté depuis 2018. L'inspection porte une attention particulière à ces valeurs le site se situant en milieu agricole.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Accès et voies de circulation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III.5.B.b</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Accès et voies de circulation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'accès à la voirie publique sera aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.</p> <p>Les voies de circulation internes et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. {...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate que l'accès à la voirie publique est réalisé de telle manière qu'il ne présente pas de danger pour la sécurité du publique. Les voies sont entretenues et elles font l'objet d'affichage adéquat.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Gardiennage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III.6.A.a
Thème(s) : Risques chroniques, Gardiennage
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.
Constats : L'inspection constate que l'accès de la carrière est contrôlé et que en dehors des heures d'ouverture, le site est fermé physiquement par une barrière permettant d'en interdire l'accès. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Information

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III.6.A.b
Thème(s) : Risques chroniques, Information
Prescription contrôlée : Les dangers sont signalés par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.
Constats : L'exploitant a pris toutes les dispositions pour que les dangers soient signalés. L'inspection constate la pose de pancartes de part et d'autre de l'entrée du site ainsi qu'à proximité des zones clôturées. L'information est donc en adéquation avec les prescriptions de l'article III.6.A.b de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 14 octobre 2004. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite